

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO

Par Johann Cesa

Soyons conquérants !

Dans ces temps difficiles, s'il y a bien un mot d'ordre à affirmer, c'est celui que porte notre bulletin : UNITE!

En face, les capitalistes sont unis. Ils s'arrangent pour ne pas sanctionner Bernard Madoff, ils sauvent les banques avec l'argent de l'Etat, ils organisent leurs succès financiers sur le dos des créateurs de richesses que sont les salariés. Le capitalisme est un système parfaitement organisé et bien huilé. Il est partout, il est mondial. Schumpeter, qui était loin d'être un socialiste, annonçait des crises perpétuelles ; nous attendons toujours d'en sortir... Karl Marx prédisait que le capitalisme arrivera un jour à saturation. Nous y sommes, alors soyons courageux !

Mais, nous, peuple de gauche, sommes en totale désunion. Les vaines luttes d'appareil ont pris le pas sur nos luttes fondamentales : œuvrer non pas pour l'intérêt général (nous y laissons toujours des plumes !), mais pour l'intérêt des classes ouvrières, populaires et moyennes. Cet héritage jaurésien est aujourd'hui enterré. Sortons-le de terre !

Partout en France, construisons une mobilisation forte de la jeune gauche. Laissons de côté nos quelques différences et rancœurs pour passer à l'action, l'Histoire nous attend ! Aujourd'hui, pour un jeune, prendre une carte dans une organisation politique n'est pas chose aisée. Mais, en période de crise, leur intérêt pour la chose publique s'accroît. Souvenez-vous de cette vague d'adhésion lors des manifestations anti-CPE. Il nous incombe de représenter cette jeunesse alarmée par la précarité. C'est notre devoir de défendre leurs droits.

Un seul mot d'ordre donc : unité dans les combats, unité dans les luttes, unité dans les revendications.

Ce font unitaire sera l'éléments déterminant dans la réussite de la journée de mobilisation du jeudi 29 Janvier. Depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy, il n'y a pas eu convergence des luttes. Les cheminots contre le service minimum, les postiers contre la privatisation de la Poste, les universitaires et les étudiants contre la loi LRU, les lycéens contre la réforme Darcos, les associations contre le décret instituant EDVIGE, les magistrats contre la réforme Dati, etc... À chaque fois le Mouvement des Jeunes Socialistes a été présent. Il faut que cette journée d'action soit le point de départ d'un mouvement des masses populaires. L'histoire montre que ce n'est pas uniquement dans ces journées d'actions que nos idées progressent, c'est dans leur continuité et dans leur généralisation, que ce soit dans les entreprises, les lycées ou les universités. Nous devons être en capacité à transformer les aspirations des salariés et de la jeunesse en revendications globales pour aboutir à de nouvelles conquêtes sociales. La meilleure défense, c'est l'attaque !

SOMMAIRE:

- P.1, EDITO
PAR JOHANN
CESA

- P.2, LE
CAPITALISME SUR LE
BANC DES ACCUSÉS,
PAR LA RÉDACTION
DE L'OS

- P. 4, DE L'USAGE
POLITIQUE DE
L'HYPOCRISIE PAR LES
HYPOCRITES, PAR J.F.
CLAUDON

- P.6, LE RSA
JEUNES DE MARTIN
HIRSCH, PAR JULIEN
GUERIN

- P.7, DE L'EAU
DANS LE GAZ, PAR
CÉDRIC GOUIN

- P.8, BRÈVES...

LE CAPITALISME SUR LE BANC DES ACCUSÉS

Par la rédaction de l'Offensive Socialiste

La crise économique généralisée prouve aux yeux des salariés du monde entier la nature profonde du capitalisme. D'Athènes à New York, de Pékin à Rome, la croyance en la divinité libérale affublée de sa «main invisible» s'effrite irrémédiablement...

Les «génies» libéraux sont des Kerviel en puissance. Ce sont des boursicoteurs qui n'ont qu'un mérite : celui de croire aveuglément à la perfection du monde de non-droit qu'ils servent sans relâche. En ce sens, l'affaire Madoff est exemplaire. On se tromperait en en faisant le mouton noir qui sème injustement le doute sur un système économique sain, ou tout du moins opérationnel. Que les puissants de ce monde ne s'illusionnent pas. Pour les salariés, ce n'est pas l'escroc Madoff qui est dans le box des accusés. C'est le capitalisme en personne !

DES CHEFS D'ACCUSATION ACCABLANTS :

Il n'est pas compliqué de dresser les chefs d'accusation qui pèsent sur ce système : ils sont au nombre de quatre mais un seul d'entre eux suffirait déjà à écoper de la peine maximale !

- **CYNISME.** Une fois encore, le cas Madoff n'est qu'un symptôme. Cette affaire est révélatrice des pratiques d'un monde basé sur le vol, la

corruption et sur l'impunité. Le libéralisme, c'est la tolérance zéro pour les faibles et le laxisme généralisé pour les puissants. C'est bien ce que fait Sarkozy et son gouvernement :

POUR LES SALARIÉS, CE N'EST PAS L'ESCROC MADOFF QUI EST DANS LE BOX DES ACCUSÉS. C'EST LE CAPITALISME EN PERSONNE !

ils promettent la prison pour des gosses de douze ans, mais laissent en liberté des délinquants notoires comme les dirigeants de l'UIMM et assurent aux patrons incapables des golden parachutes injustifiables. Et c'est ce président redresseur de tort qui voudrait «moraliser» le capitalisme ? Lui qui a dit que « l'économie de marché, c'est la concurrence qui réduit les prix, qui élimine les rentes (sic !) et qui profite à tous les consommateurs » ! Sarkozy ne sera jamais un «réformateur » du système, puisqu'il n'en est rien d'autre qu'un garant...

- **ARCHAÏSME.** Ils ont beau se prendre pour des chantres de la modernité et de l'innovation, ils n'en restent pas moins les premiers responsables de la panne que connaît l'investissement depuis près de 30 ans. En effet, le libéralisme recherche immédiatement les plus hauts rendements. La frénésie qui prend les marchés financiers à chaque découverte d'un titre plus rentable que les autres prouve leur courte vue.

Ce système, qui fonctionne sur le mode de la crise, est par nature incapable de voir dans un temps long et de moderniser l'appareil productif.

SEUL LE SOCIALISME PEUT VOIR PLUS LOIN QUE LES PROFITS D'AUJOURD'HUI ET ASSOUVIR LES BESOINS SOCIAUX qui ne seraient pas immédiatement rentables. Le monumental flop du « plan de relance » de Sarkozy, fier d'exhiber aux Français ses 15 misérables milliards, prouve s'il en était besoin que la droite est incapable de prévoir. Ce ne sont pas ceux qui ont vidé les caisses qui vont nous faire des leçons en ce domaine... Il faut décidément être un idéologue libéral borné pour croire qu'en donnant de l'argent aux riches, ces derniers vont investir, alors que le taux de rentabilité de la spéculation financière est bien plus élevé que le taux de profit réel !

- **INEFFICACITÉ.** C'est la pire des accusations pour un système qui se dit pragmatique et qui prétend juger toute action à l'aune de son efficacité



économique. Chez nos aînés, ils sont trop nombreux ceux qui, intériorisant le virage monétariste de 1983, considèrent encore le libéralisme comme le seul système économiquement viable. Armés que nous sommes par l'expérience, nous devons rétablir la réalité des faits. En effet, depuis maintenant plusieurs années, le capitalisme financier engloutit plus d'actifs qu'il n'en restitue à l'économie productive. Ainsi, selon Frédéric Lordon, « aux Etats-Unis, la contribution nette des marchés boursiers au financement des entreprises est devenue... négative » ! Ce sont les salariés qui produisent la richesse, et non les joueurs de casino de la City qui, eux, jouent à crédit. Les parasites ne sont décidément pas ceux à qui l'on pense...

public et le sort des contribuables ! Depuis ses origines, le capitalisme se fonde sur une idéologie du risque, mais chaque innovation financière crée l'illusion de sa disparition, alors que le risque est consubstantiel au profit. Les explosions des bulles spéculatives successives rappellent cette vérité, mais qu'à cela ne tienne, puisque les Etats paieront ! Le monde de la finance exècre l'intervention publique, sauf quand il s'agit d'éponger ses dettes. La recapitalisation par les Etats des banques institutionnelles, mais aussi des fonds d'investissement dotés des actifs les plus « toxiques », est une erreur gigantesque. Vous récompensez un gamin, vous, quand il vient de faire une

types, mais on ne peut pas les appliquer séparément les unes des autres. Elles forment un tout, à l'instar du libéralisme qui fait système :

LE MONDE DE LA FINANCE EXÈCRE L'INTERVENTION PUBLIQUE, SAUF QUAND IL S'AGIT D'ÉPONGER SES DETTES.

- Nous affirmons la nécessité d'une relance économique d'ampleur, qui ne peut se faire sans un changement politique majeur en France et en Europe. Cette politique ne peut être le fait de la droite qui a siphonné



grosse bêtise ? Cette politique suiviste encourage ce petit monde à continuer sur la même voie, alors que le monde entier est à juste titre scandalisé de ces agissements intolérables.

VOILÀ L'ENNEMI : UN SYSTÈME CAPITALISTE PARASITAIRE QUI SACRALISE LES DÉLINQUANTS ET FAIT IMMANQUABLEMENT DES SALARIÉS LA SEULE VARIABLE D'AJUSTEMENT...

DES SOLUTIONS FORCÉMENT SOCIALISTES :

Ces solutions sont de trois

les caisses publiques au profit de leurs copains du privé. Nous sommes les seuls à avoir des solutions, celles que nous préconisons depuis des années. Pour défaire ce que la droite a fait, il faut chasser Sarko et sa bande et mettre en place une politique économique de relance que promeuvent d'ailleurs les affreux pays libéraux comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.... Cette politique passe immanquablement par la hausse généralisée des salaires!

- Mais l'augmentation des salaires bruts ne suffit pas. Il faut également s'attaquer au

IL FAUT DÉCIDÉMENT ÊTRE UN IDÉOLOGUE LIBÉRAL BORNÉ POUR CROIRE QU'EN DONNANT DE L'ARGENT AUX RICHES, CES DERNIERS VONT INVESTIR

- **IRRESPONSABILITÉ.** Quand les salariés demandent une hausse de salaire de 50 euros, ces messieurs se gaussent de leur corporatisme forcené et de leur incompréhension des « grands équilibres » économiques. Mais quand les banques sont aux abois, rien n'est trop bon pour elles. Alors au diable le déficit

libéralisme en renforçant la part socialisée des salaires. Il faut sauver la retraite par répartition, la sécu et les systèmes d'allocation ! Il faut augmenter les impôts des plus riches et diminuer la TVA, cet impôt d'un autre âge. Pour les jeunes, ce renforcement de la part sociale du salaire passe par l'allocation autonomie, une allocation qui crée un statut, qui est liée à un

projet -et non aux revenus des parents- et qui permette surtout de cotiser. Cette démarche implique la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale. Pour développer ce système, plus une exemption de cotisation patronale ! Plus un emploi précaire qui asphyxie la Sécu ! Un CDI pour tous !

- Comment prouver aux salariés de ce pays que notre orientation n'a rien à voir avec celle que préconise Sarko ? Nous, nous ne voulons pas nationaliser les

banques pour le seul plaisir de les privatiser quand elles feront de nouveau des profits... Pour se démarquer de cette position libérale, la création d'un pôle

CE MONDE D'AVANCE QUE NOUS VOULONS PRENDRE IMPLIQUE DE METTRE AU CŒUR DE NOTRE PROJET LA MOBILISATION DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS.

bancaire public ne suffit pas. Il faut :

1) poser clairement la question de l'encadrement du libre-échange européen au niveau des flux financiers et des produits issus du dumping social.

2) insister sur le rôle des salariés et des citoyens dans la réorganisation du système financier. Nous nous opposerons à toute nationalisation qui débouche sur le maintien de la gestion entrepreneuriale venue

tout droit du privé. Ce sont aux salariés et aux usagers de choisir quand on parle de service public. Généralisation du contrôle démocratique des salariés et des citoyens par le biais de leurs organisations, voilà notre mot d'ordre !

Ce monde d'avance que nous voulons prendre implique de mettre au cœur de notre projet la

mobilisation des jeunes et des travailleurs. Ce sont les premiers qui ont fait reculer Sarko sur la réforme des lycées. Ce sont les seconds qui paralysent les libéraux du monde entier. Alors à eux la parole ! Soutenons sans ambiguïté la grève interprofessionnelle du 29 janvier. Cette journée doit être le prélude à la lutte frontale contre la droite et contre la précarité. Seule la grève générale pourra changer la donne en chassant Sarko et sa bande!

DE L'USAGE POLITIQUE DE L'HYPOCRISIE PAR LES HYPOCRITES

La stratégie politique de Sarkozy est plutôt rudimentaire, mais elle est efficace. C'est un inconvénient pour les militants de gauche, mais le discours présidentiel recèle paradoxalement un avantage inestimable. Il contraint les socialistes authentiques à repenser leur rapport à la politique et à la transformation sociale. Je m'explique.

La communication sarkozienne se présente comme une lutte contre les tabous sociaux, distillés par la gauche et ses « intellectuels », par définition archaïques et formalistes. Depuis

2002 au moins, Sarko le freudien s'érige en franc-tireur éclairé de la lutte contre le fameux surmoi socialiste. Lorsqu'il a été nommé premier flic de France par Chirac, en pleine psychose sécuritaire, le preux Nicolas a vaillamment lutté contre le laxisme de la Gauche plurielle, qui avait mis en place la police de proximité, ce qui était bien sûr le comble de l'angélisme... Pour Sarko en effet, la gauche prend toujours le parti du délinquant, incarnation de la classe ouvrière opprimée, contre les « bonnes gens » défendus par la droite. Il faut donc dire halte à l'hypocrisie de la gauche en matière d'« insécurité » et passer du mythe socialiste de la prévention à la réalité du tout-répressif. De même, le candidat Sarkozy a mis en avant, lors de la



campagne présidentielle, le thème du travail. Pour la victime du socialisme qu'est le pauvre Nicolas, la gauche a imposé patiemment à la société française le tabou du travail en affirmant que l'homme pouvait s'en libérer.

Encore une fois, halte à

l'hypocrisie ! Pour bien vivre, il faut le mériter et trimer des années à la tâche. Voilà le « parler vrai » sauce Sarko ! Le salarié qui n'est pas intoxiqué par les chimères socialistes veut travailler plus longtemps, veut travailler le dimanche. Arrêtons de

est bien forcé d'avoir les mains sales quand ont fait de la politique étrangère, alors soyons clair et supprimons le poste de secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme. Il en va de même pour la réforme de l'audiovisuel public. Tout le

POUR BIEN VIVRE, IL FAUT LE MÉRITER ET TRIMER DES ANNÉES À LA TÂCHE. VOILÀ LE « PARLER VRAI » SAUCE SARKO

fantasmer sur un monde libéré de la servitude du travail salarié, puisque ce monde n'existe pas !

On retrouve cette logique à l'œuvre dans toutes les facettes de la politique de la droite -on ne saurait dire du gouvernement, puisque c'est toujours Sarko qui tranche in fine. En politique extérieure, l'humanisme béat de la gauche imposait de faire dépendre les relations économiques et le rapport de force diplomatique de considérations politiques et morales. La rupture sarkoziste s'assoit dessus et vante les mérites de la realpolitik, puisque, de toute façon, aucune alternative n'est possible. Fi de la dictature grandguignolesque de Kadhafi, l'important est d'assurer des commandes à l'industrie française ! Peu importe les droits bafoués des Tibétains et du peuple chinois, il faut bien conserver des relations cordiales avec l'Etat totalitaire de la bureaucratie chinoise... Le dernier acte de cette escalade cynique, c'est l'hypothétique renvoi de Rama Yade du gouvernement. Si l'on ne pleurera pas sur le sort de cette carriériste de droite, on est bien contraint de remarquer qu'en terme de communication, Sarko nous refait le coup de l'hypocrisie. En substance, son discours est le suivant : tout le monde sait qu'on

monde sait que le CSA a toujours nommé à la tête de

France Télévision un proche du président ; Carolis en est la preuve -encore- vivante ! Autant, dans ce cas, rendre au président



le droit de désignation, comme au bon vieux temps de l'ORTF. Ce sera plus clair !

Heureusement que Sarko s'est arrêté là, car le souci de « transparence » aurait pu aller beaucoup plus loin. Comme tout le monde sait que les amis médiatiques de Sarko ont imposé de nombreux amendements en leur faveur, pourquoi ne pas institutionnaliser le rôle des lobbies

dans le travail législatif?

En outre, il est de notoriété publique que c'est le président qui a imposé le fameux article 8 portant sur la désignation du PDG de la télé publique. Il faudrait être cohérent et abolir le parlement, puisque, de fait, c'est le président qui décide de tout...

Le sarkozisme, c'est le libéralisme triomphant associé à

un cynisme clairement affiché. Notre président n'est pas seulement « sincère », il est aussi bougrement malin, car l'institutionnalisation du cynisme permet de faire passer toute résistance pour de l'angélisme. Dans ce cas, faut-il arrêter de lutter ? La droite l'a-t-elle emporté ? Bien sûr que non, mais il nous incombe de travailler à faire de notre vision du monde de véritables revendications concrètes. S'indigner ne suffit pas et déblatérer sur la « bataille culturelle » non plus. Il faut proposer un programme cohérent qui rompe avec la « bonne âme » de gauche, qui fait tant de mal à la vraie gauche. Être socialiste, ce n'est pas pleurer sur nos retraites volatilisées, mais affirmer que nous rétablirons la retraite à 60 ans et les 37, 5 annuités pour tous, car nous taxerons le capital, qui a totalement siphonné les gains de productivité accomplis par le salariat. Ce n'est pas non plus se scandaliser de l'égoïsme des méchants banquiers, mais affirmer le caractère parasitaire de la finance de marché et la traiter comme telle : en la limitant par un encadrement drastique. C'est défendre dans les faits l'audiovisuel public en s'attaquant à la Bastille que constituent TF1

LE SARKOZISME, C'EST LE LIBÉRALISME TRIOMPHANT ASSOCIÉ À UN CYNISME CLAIREMENT AFFICHÉ.

et M6. La transformation sociale n'est ni une lutte du bien contre le mal, ni un affrontement caricatural entre le cynisme et l'angélisme : c'est simplement le combat entre un système inefficace, injuste, voire superflu et un mode de production supérieur qu'on appelle socialisme. **A nous de la gagner !**

LE RSA JEUNES DE MARTIN HIRSCH

« Le mot d'ordre donné par le président de la République est l'accès à l'autonomie, en conciliant responsabilité et solidarité. Jusqu'à présent, les promoteurs de l'allocation d'autonomie n'ont répondu ni à la question de la prise en compte du revenu des parents, ni aux différences de statut des jeunes, ni à sa pertinence face à l'insertion dans l'emploi, ni à l'articulation avec les avantages fiscaux. »

Martin Hirsch, promu haut-commissaire à la jeunesse, n'a pas tardé à annoncer la couleur. Faire jouer la solidarité sociale afin de permettre aux jeunes d'être autonomes, oui, mais à une condition : que les jeunes soient responsables ! La responsabilité « à la Hirsch », c'est une responsabilité individuelle basée à la fois sur la réussite personnelle (dans les études, dans l'insertion professionnelle) et sur l'auto-suffisance financière (le gagner plus pour être aidé un peu...). La responsabilité « à la Hirsch », c'est appliquer le RSA à la jeunesse, c'est faire croire aux jeunes que la seule volonté suffit pour réussir.

À nous, jeunes socialistes, d'affirmer les valeurs que nous portons, qui tranchent définitivement avec celles

du gouvernement et de démontrer que la seule responsabilité quant à l'insertion de la jeunesse, c'est la responsabilité sociale.



Dès lors, il s'agit de mettre l'ensemble de la jeunesse en sécurité sociale afin de répondre à une double ambition ; le droit à la réussite d'une part (ne pas contraindre un étudiant à se salarier sur le temps de ses

études) et, d'autre part, le droit à l'échec (ne pas se formaliser si un élève redouble, permettre les réorientations, faciliter la formation continue).

Défendre une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, ça n'est pas défendre un outil théorique absolu. Aujourd'hui, plus que jamais, il nous faut imposer nos choix. Ne laissons pas l'UMP trancher à notre place. Quand Hirsch affirme que nous n'avons pas de solution à apporter, il nous revient de lui démontrer le contraire. Ne nous laissons dicter ni les conditions d'attribution, ni le financement de l'allocation d'autonomie ! N'ayons pas peur de dépasser les cadres intellectuels dans lesquels nous nous bornons aujourd'hui. Engageons, dès à présent, un vrai travail collectif qui débouche sur la mise en sécurité sociale de tous les jeunes.

Le site de l'offensive socialiste a été entièrement refait, retrouvez y toutes nos analyses! (cliquez sur l'image)

DE L'EAU DANS LE GAZ ENTRE L'EUROPE, L'UKRAINE ET LA RUSSIE.

Par Cédric Gouin, Animateur
Fédéral de l'Allier

LA CRISE EN ELLE-MÊME

Cette crise est en apparence de nature commerciale, Moscou et Kiev se disputant sur les tarifs du gaz russe transitant par l'Ukraine. En fait, il s'agit d'une crise totalement politique, révélatrice du renversement dans les rapports de force entre les grandes puissances impérialistes, renversement provoqué par la crise économique mondiale.

EN
PLEINE CRISE, LES
DIPLOMATIES EUROPÉENNES
REFUSENT TOUTES DE TRAITER
CETTE AFFAIRE AUTREMENT QUE
COMME UN CONFLIT
COMMERCIAL.

de masse, espère ainsi amplifier le désordre économique qui touche l'Ukraine, pour récupérer ce qui peut encore l'être.



Depuis la fin de l'année 2004 et la « révolution orange », l'Ukraine est sortie de la zone d'influence russe pour tomber dans celle des Etats-Unis, ce qui a eu deux conséquences de taille :

- la **démocratisation accélérée** du pays (même s'il reste de gros problèmes de corruption) ;
- une tentative de **libéralisation forcenée de l'économie** ukrainienne massivement rejetée par la population.

Depuis lors, dans le but de

déstabiliser son voisin, trop proche des Américains aux yeux du Kremlin, la Russie appuie sur le maillon faible de l'Ukraine, à savoir sa forte dépendance au gaz russe. La clique moscovite, experte dans le domaine de la manipulation

C'est dans cette situation qu'a éclaté la crise financière qui a pour conséquence de mettre l'hyperpuissance américaine à genoux, privant du même coup l'Ukraine de son nouveau protecteur. Cette nouvelle donne internationale n'a pas échappé à la Russie qui avait déjà profité de l'affaiblissement américain pour « punir » les Géorgiens de lui avoir tourné le dos, en août dernier. Les Russes ont donc brutalement mis un terme aux réductions dont profitait l'Etat ukrainien sur les tarifs gaziers. Les Ukrainiens ne pouvant plus payer, ils furent alors contraints de « voler » le gaz destiné à l'Europe transitant par leur

pays... La Russie n'attendait que ça pour lancer l'escalade qui nous conduit à la situation actuelle, où plus personne n'est approvisionné en gaz.

LE RÔLE DE L'EUROPE

Alors que nous sommes plongés en pleine crise, les diplomaties européennes refusent toutes de traiter cette affaire autrement que comme un conflit commercial. Pas une chancellerie ne cherche une solution politique au problème. L'agitité qui nous sert de président n'a même pas bougé le petit doigt, ni la rollex, en ce sens... Dans ce silence assourdissant, pas étonnant que les négociations échouent !

Si nous voulons trouver une solution au problème que pose le réveil de l'impérialisme russe, il ne servira à rien de le nier ou -pire- de chercher l'affrontement avec lui, la stratégie de l'encerclement conduite par les Etats-Unis nous ayant déjà mené à la situation présente. Au contraire, seule une perspective d'intégration de toute la région dans une Europe démocratique, qui aura rejeté le libéralisme économique, peut éviter l'escalade.

Pour ce faire, **l'Europe devra vivre sa propre « révolution »** et replacer sous contrôle public les échanges commerciaux et financiers.

Cette réappropriation par les peuples européens de ces flux si politiques nous donnera sans nul doute les outils pour « pousser » la Russie dans la bonne direction.

SANS ILLUSION MAIS...

Par Julien Guérin, membre de la CNA

Nous ne sommes pas «Obamaniaques» mais force est de reconnaître que l'investiture du nouveau président des Etats Unis le 20 janvier est un événement très important. Nous restons sans illusion sur la politique que conduiront les démocrates au pouvoir. Mais, en ce 20 janvier, il était impossible de ne pas penser aux militants du mouvement pour les droits civiques, à Martin Luther King, aux grandes manifestations pacifistes et aux luttes de la classe ouvrière américaine. Obama est aussi le produit de cela et il devra malgré tout en tenir compte... Faute d'un parti socialiste digne de ce nom aux

Etats Unis, le parti démocrate reste la force d'alternance mais, Obama ou non, il ne peut constituer une alternative sérieuse au libéralisme et à l'impérialisme guerrier américain... Nous nous en rendrons malheureusement vite compte...

Pour le remplacer, cerise sur le gâteau, le jaune de service Eric Besson prend du grade et va pouvoir reprendre l'impitoyable traque contre les travailleurs sans papiers et leurs familles... la trahison en chantant et avec le sourire... jusqu'au bout...

Un remaniement ministériel a été annoncé la semaine dernière. S'il ne modifie qu'à la marge la composition du gouvernement Sarkozy-Fillon, il n'en est pas moins porteur de sens. En effet, la promotion d'Hortefeux, l'expulseur en chef d'immigrés, aux affaires sociales signifie que la droite compte encore accélérer ses sales coups contre le mouvement social et les droits des salariés et de la jeunesse.

POUR COMMANDER LE LIVRE SUR L'HISTOIRE DU MJS CLIQUEZ SUR L'IMAGE:

**UNITÉ****Comité de Rédaction d'Unité**

Jean-François Claudon (75)	Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43)	Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (43)	David Torres (32)
Ernest Simon (44)	Tunjaï Cilgi (64)
Johann Cesa (42)	Yoann Rouvière (43)

Numéro 17, DECEMBRE 2008

adresse e-mail : unite_journal@

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

- Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité
- Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste
- Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr.

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

Notre site à été refait. Visitez le! CLIQUEZ ICI ou RDV

à l'adresse: <http://offensivesocialiste.wordpress.com/>